



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Mai 2017 | FR



ÉDITORIAL
Chères lectrices,
chers lecteurs,

Continuer à croire

Après des mois de tension et d'une certaine inquiétude, les résultats des élections dans plusieurs États membres ont fait souffler un vent de soulagement sur l'Europe.

La victoire d'Emmanuel Macron, par exemple, montre clairement un changement de mentalité chez les électeurs français face aux «partis traditionnels». Il est clair que l'analyse politique va bien plus en profondeur, mais les signes de changement sont manifestes.

Il existe, de fait, un changement dans la manière dont les électeurs perçoivent la politique et les politiques, avec pour résultat l'élection d'un candidat indépendant de ces partis qui défend ses propres idées.

Je ne suis pas analyste politique, et si la réalité française me fascine et m'intéresse, bien qu'elle soit assez différente de la nôtre, ce qui me rassure plus encore ce sont les conséquences de ces résultats pour le projet européen.

En France, comme dans d'autres États membres, plusieurs candidats défendaient un programme et une série d'idées qui, tout en étant valides dans une démocratie, pouvaient remettre en cause le projet européen tel que nous le connaissons.

Il ne serait pas bon pour l'Europe qu'un pays aussi important que la France ait un dirigeant anti-européen.

Je ne dis pas que l'Europe n'a pas besoin de réformes ni d'un nouvel élan, mais qu'elle peut se passer de quelqu'un qui s'oppose à l'ensemble du projet, sur la base d'un concept idéologique reposant sur un protectionnisme démagogique et la séparation, au nom d'une hypothétique sécurité.

Ce que je veux dire, c'est que la préservation des valeurs individuelles et collectives dans la société — qu'on les soutienne ou non — est un droit et un devoir pour tous, mais elle perd sa raison d'être lorsque leur défense se fait au détriment de l'Europe et du projet de paix dont nous rêvons tous et dont nous voulons continuer à bénéficier.

Nous ne connaissons pas en détail le projet politique de certains dirigeants récemment élus et beaucoup de choses doivent encore être définies, mais nous savons qu'une préférence pour le maintien de l'idée européenne et de la défense des valeurs d'une Europe visant la croissance pour tous est une raison suffisante pour être satisfait et avoir plus d'espoir pour l'avenir.

Il est dès lors plus que justifié que l'Europe soit soulagée et cherche à présent à se réformer afin d'aller à la rencontre des citoyens et de leurs préoccupations et de satisfaire leurs attentes légitimes.

Une nouvelle fois, j'estime que les membres du CESE, en tant que témoins vivants des inquiétudes des populations, doivent être prêts à contribuer à la promotion d'une Europe inclusive, pacifique et qui offre son aide et sa collaboration à tous. Tel est mon souhait!

Gonçalo Lobo Xavier
Vice-président du CESE

Can Dündar: «N'abandonnez pas la Turquie. Erdoğan n'est pas la Turquie»



Le journaliste turc en exil débat avec le CESE de la liberté des médias et des droits humains

À la suite des récents développements intervenus en Turquie, le CESE a invité le journaliste turc Can Dündar à sa session plénière d'avril. L'ancien rédacteur en chef du journal turc Cumhuriyet a demandé à l'UE de rester aux côtés de la Turquie et de son peuple, pour soutenir la liberté des

médias, des droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie.

«La Turquie est aujourd'hui la plus grande prison pour les journalistes», a déclaré M. Can Dündar. «Si la liberté de pensée et celle de la presse importent encore à l'Europe, elle devrait soutenir le peuple turc. L'Europe ne devrait pas renoncer à ses valeurs pour obtenir des avantages à court terme.»

M. Georges Dassis, président du CESE, a déclaré: «Votre combat est aussi le nôtre et votre appel pour que nous défendions la

démocratie et la liberté revêt une grande importance. J'espère que nos gouvernements, nos parlements nationaux et le Parlement européen l'entendront. Nous serons là pour vous aider».

Ce message a de même été partagé par M^{me} Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs, qui a également invité les autorités turques à libérer le journaliste allemand Deniz Yücel, actuellement emprisonné en Turquie. M. Luca Jahier, président du groupe des activités diverses, et M^{me} Dilyana Slavova, présidente de la section REX, ont rappelé aux personnes présentes que pour que la Turquie redevienne démocratique et ouverte, l'UE devra continuer à œuvrer aux côtés de la société civile.

M. Dündar, qui vit actuellement en exil en Allemagne, a été condamné à une peine de cinq ans de prison après que son journal a révélé le trafic d'armes auquel les services de renseignement turcs se livrent au profit des rebelles en Syrie. M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, a instamment invité la Turquie à collaborer avec les organisations internationales de journalistes, l'UNESCO, l'OSCE et le Conseil de l'Europe, afin de rétablir la liberté de la presse dans le pays. (mm) ●

La lutte contre le financement du terrorisme exige de plus amples mesures

Le CESE soutient les plans de la Commission en matière de contrôle des mouvements d'argent liquide mais met en avant les obstacles qui s'opposent à leur mise en œuvre

Le CESE soutient la nouvelle proposition de la Commission, qui vise à étendre les contrôles des mouvements d'argent liquide aux frontières de l'Union et à donner davantage de pouvoir aux autorités compétentes pour procéder à des contrôles et confisquer des biens en cas de présomption d'activités illicites, et ce dans le but de recueillir davantage d'informations et de faire le jour sur un plus grand nombre de cas de financement du terrorisme. Le CESE a toutefois réitéré sa demande à la Commission de publier une liste des paradis fiscaux qui sont responsables de la majorité des flux financiers illicites, estimant que le fait de ne pas la publier constitue un obstacle majeur à l'application effective de la proposition.



«Les envois d'argent liquide demeurent le principal canal par lequel opèrent les blanchisseurs de capitaux et les criminels financiers», a déclaré M. Javier Doz Orrit (groupe des travailleurs – Espagne), rapporteur de l'avis intitulé «Financement du terrorisme – Contrôle des mouvements d'argent liquide», qui a été adopté lors de la session plénière d'avril.

Le CESE recommande qu'à la suite de consultations et d'une étude, la Commission soumette un plan de réduction de l'usage de l'argent liquide au sein de l'Union. «La question de la pertinence du seuil d'obligation de déclaration (10 000 EUR) mérite d'être

examinée», a déclaré M. Mihai Ivaşcu (groupe des activités diverses – Roumanie), corapporteur de l'avis. L'avis propose également d'élargir la définition de «l'argent liquide» de sorte que celle-ci couvre les cartes de paiement prépayées et autres «marchandises très liquides» telles que l'or.

Le Comité se félicite de la mise en place de sanctions à l'encontre des États membres qui ne se conforment pas à l'obligation de déclaration, en soulignant toutefois que ces sanctions devraient être uniformisées et qu'une procédure de communication commune devrait être mise en place pour tous les États membres.

L'avis souligne également l'importance d'améliorer l'échange d'informations et la coordination tant entre les autorités des États membres qu'avec les pays tiers, et invite instamment les États membres à mettre leurs bases de données en matière de lutte contre le terrorisme à la disposition d'Europol. (ll) ●

À VOS AGENDAS

26 et 27 juin
Journées de la société civile 2017

28 juin
2^e Journée européenne des entreprises de l'économie sociale

5 et 6 juillet
CESE, Bruxelles: session plénière du CESE

DANS CE NUMÉRO

2 Le CESE consulte la société civile de l'UE au sujet du livre blanc sur l'avenir de l'Europe

3 Le CESE propose une plateforme des parties prenantes pour accroître l'employabilité des femmes dans le secteur des transports

4 Georges Dassis: «Lorsque l'on pratique la solidarité, on peut laisser une trace dans l'histoire»



Le CESE propose une plateforme des parties prenantes pour accroître l'employabilité des femmes dans le secteur des transports

© Shutterstock



Cette initiative a été approuvée par la Commission et sera lancée en novembre prochain

Seuls deux travailleurs du secteur des transports sur dix sont des femmes. Avec 78 % des emplois occupés par des hommes, les transports constituent l'un des secteurs les plus touchés par les inégalités hommes-femmes. Le CESE estime que la perspective d'attirer davantage de femmes constitue une urgence impérative, et propose la création d'une «plateforme pour le changement» afin de s'attaquer à cette question.

Lors de sa session plénière d'avril, le CESE a adopté un avis intitulé «**Les femmes et les transports – Plateforme pour le changement**», qui définit ce nouveau forum des parties prenantes, et qui fournit un certain nombre de recommandations à la Commission quant à sa mise en place.

«Le secteur des transports est conçu par des hommes et pour des hommes», a déclaré M^{me} **Madi Sharma**,

la rapporteure du CESE (groupe des employeurs, Royaume-Uni), «*Mais aujourd'hui, l'augmentation du nombre de femmes dans ce secteur ne relève plus seulement de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est aussi un impératif économique et social. Le secteur a désespérément besoin de salariés compétents qui se sentent appréciés et protégés, afin de générer croissance et innovation.*»

Grâce à cette plateforme, le CESE souhaite associer tous les acteurs concernés au processus de changement de l'environnement de travail du secteur et accroître les chances des femmes. La plateforme devrait suivre une approche par action, avec des mesures ciblées, et être soutenue par un site internet. Le CESE est également convaincu que le suivi, l'évaluation et le partage des bonnes pratiques constitueront des outils essentiels pour garantir la crédibilité et la réussite de la plateforme.

Le vice-président de la Commission, M. **Frans Timmermans**, et la commissaire européenne en charge des transports, M^{me} **Violeta Bulc**, ont approuvé cette initiative, qui sera lancée en novembre 2017. (mq) ●

Le CESE consulte la société civile de l'UE au sujet du livre blanc sur l'avenir de l'Europe



Le Comité économique et social européen (CESE) organise une série de débats nationaux dans 27 États membres afin de connaître les opinions de la société civile européenne au sujet des cinq scénarios relatifs à l'évolution future de l'Europe, exposés par la Commission européenne dans son «*Livre blanc sur l'avenir de l'Europe: réflexions et scénarios pour l'UE-27 à l'horizon 2025*».

Les idées, points de vue et préoccupations exprimés lors des débats nationaux par les organisations de la société

civile issues de tous les secteurs de la vie économique et sociale alimenteront l'avis que le CESE est en train d'élaborer sur le livre blanc, à la suite de la saisine de la Commission. Le CESE devrait adopter cet avis lors de sa session plénière du mois de juillet.

Les débats qui auront lieu en mai s'inscrivent dans un vaste processus de discussion sur «la voie à suivre pour l'Europe», engagé par les institutions européennes dans toute l'Europe et ouvert à la fois aux citoyens, aux pouvoirs publics et aux associations. Comme l'a souligné la Commission dans sa saisine, le CESE a un rôle essentiel à jouer dans ce processus, en tant que représentant de la société civile organisée dans l'Union.

Le livre blanc propose cinq scénarios concernant les évolutions possibles de l'Europe d'ici à 2025 dans différents domaines tels que le marché unique et les échanges commerciaux, la migration et la sécurité, ou encore l'union économique et monétaire. (ll) ●

Comment renforcer la proposition de la Commission portant sur l'énergie propre



Les politiques visant à accélérer la transition énergétique en Europe nécessitent une planification plus réaliste, une meilleure consultation des consommateurs et des règles plus claires sur la manière de faire respecter les objectifs en matière d'énergies renouvelables. Lors de sa session plénière d'avril, le CESE a approuvé cinq avis consacrés au train de mesures sur «**Une énergie propre pour tous les Européens**» de la Commission européenne, un recueil de propositions d'un millier de pages qui, selon M. **Maroš Šefčovič**, commissaire chargé de l'union de l'énergie, devrait «révolutionner» le secteur.

Tout en émettant un avis globalement positif sur ce train de mesures, et notamment sur les efforts visant à renforcer le rôle des consommateurs d'énergie en tant que producteurs qui s'autoapprovisionnent et des nouveaux acteurs du marché tels que les communautés énergétiques locales, le CESE prévoit d'importants obstacles, en particulier parce que la Commission entend superviser le plan national en matière d'énergie et de climat de chaque État membre.

«Le CESE nourrit de profondes inquiétudes quant à la capacité du processus de gouvernance de faire appliquer des mesures et de produire des résultats concrets», peut-on lire dans l'avis TEN/624 consacré à ce train de mesures. «L'on s'appuie trop souvent sur des consultations et l'influence des pairs, plutôt que sur des règles claires.» Le CESE a demandé de préciser plus en détail la manière dont

la Commission peut exiger des États membres qu'ils prennent les «mesures nécessaires» lorsque des lacunes sont constatées au niveau tant de l'ambition que de la mise en œuvre.

La communication de la Commission accorde «la priorité à l'efficacité énergétique» et insiste sur ses avantages pour lutter contre la précarité énergétique. M. **Ulrich Samm** (groupe des employeurs – Allemagne), rapporteur du CESE, a lui aussi souligné l'importance cruciale que revêt l'efficacité énergétique, tout en affirmant qu'il ne s'agit «pas nécessairement du premier instrument que l'on choisirait pour lutter contre la précarité énergétique».

Le Comité a accueilli favorablement le projet de création d'un observatoire de la précarité énergétique, rappelant que cela reflète la proposition formulée en 2013 par M. **Pierre Jean Coulon**, aujourd'hui président de la section TEN responsable de l'énergie.

Le président du CESE, M. **Georges Dassis**, a adressé une mise en garde en indiquant que la transition vers une énergie propre ne devait pas se faire «au détriment de certaines catégories de la population, en particulier des plus défavorisées».

M. **Šefčovič** a déclaré qu'il fallait impérativement défendre ces propositions car, à l'heure actuelle, le monde attend de l'UE qu'elle montre la voie à suivre. (dm) ●

Pour le CESE, il est nécessaire, dans la situation actuelle, que les ressortissants de pays tiers exemptés de l'obligation de visa disposent d'un permis de voyager préalable

La mise en place d'un **système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS)** envisagée par la Commission en vue de renforcer les contrôles de sécurité pour les voyageurs exemptés de l'obligation de visa qui souhaitent entrer dans l'espace Schengen est aujourd'hui inévitable compte tenu de la situation actuelle en matière de sécurité, a déclaré le CESE lors de sa dernière session plénière.

Dans son avis sur l'ETIAS, le CESE a souligné que les informations recueillies dans le cadre de ce système permettraient une gestion plus efficace des frontières de l'espace Schengen, mais il a invité la Commission à se pencher sur la question des États membres de l'UE qui n'appartiennent pas à cet espace.

«Le système permettra de vérifier au préalable les risques éventuels en matière de sécurité ou de migration irrégulière, de manière à protéger les citoyens de l'Union des personnes qui pénètrent sur son territoire avec de mauvaises intentions», a déclaré M. **Jan Simons** (groupe des employeurs – Pays-Bas), rapporteur de l'avis. Bien qu'il ne puisse pas être accueilli favorablement par tous, l'ETIAS apportera aussi des avantages aux voyageurs, tels que la diminution du temps d'attente aux frontières de l'espace



Schengen. Cependant, le CESE est d'avis que ce système devrait être mis en œuvre étape par étape et dans le cadre d'une communication ouverte avec les pays concernés.

L'ETIAS s'appliquera aux ressortissants d'une soixantaine de pays extérieurs à l'UE qui peuvent actuellement accéder sans visa à l'espace Schengen. Dans le cadre de ce système, qui devrait devenir opérationnel d'ici 2020, les voyageurs devront déposer en ligne une demande d'autorisation de voyage, qui fonctionnera comme un «régime allégé par rapport au visa». La plateforme procédera ensuite à des vérifications automatiques en utilisant des systèmes d'information de l'UE tels qu'Interpol, Europol, le SIS et la SEE, et octroiera ou refusera l'autorisation le même jour. Toutefois, la décision finale restera du ressort des garde-frontières nationaux.

Le CESE a accueilli favorablement la proposition, mais a insisté sur le fait que l'ETIAS devrait respecter pleinement les droits fondamentaux et la protection des données à caractère personnel, en permettant l'accès aux données uniquement aux autorités chargées d'enquêter sur la criminalité, le terrorisme, l'immigration clandestine et d'autres menaces. (ll) ●

Déclaration du président du CESE sur la Journée de l'Europe

Il y a 67 ans, les fondations de l'Union européenne étaient posées: en effet, le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères, M. Robert Schuman, inaugurerait une nouvelle voie vers l'intégration européenne, en proposant la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). La CECA n'était qu'un début, car quelques années plus tard, en 1957, la signature du traité de Rome consacrait la création de l'Union européenne. Aujourd'hui, l'occasion nous est donnée de célébrer et de rappeler les réalisations de l'UE, mais il nous faut aussi envisager l'avenir et regarder en face les difficultés que connaissent actuellement les citoyens de l'Europe.

Il est vrai que l'on ne fait quasiment plus référence aux réussites de l'Union, et que l'on oublie presque ses conquêtes. Or, si nous contemplons le passé, nous ne pouvons qu'être fiers de tout ce que l'UE a accompli. La paix, la possibilité de vivre en liberté, la libre circulation des citoyens et des biens ainsi que 50 ans de progrès économique et social, ce ne sont là que quelques-uns des résultats dont nous avons bénéficié jusqu'à présent et dont nous continuons de profiter. Il est de notre devoir de rappeler au monde que ces avancées

ne sont pas tombées du ciel, mais que nous les devons précisément à l'Union européenne. Par ailleurs, rien ne devrait être pris pour acquis, pas même la paix.

Nous devons toutefois admettre qu'à partir de 2009, certaines des valeurs fondamentales de l'UE, telles que la solidarité, ont été laissées de côté. Qui plus est, ces dernières années, nous avons été témoins d'une hausse effrayante de la xénophobie et des discours à caractère raciste ou fascisant, et constatons que les partis nationalistes ou populistes ne cessent de gagner du terrain et d'élargir leur public. Pour faire face à cette forte hausse du sentiment antieuropéen, l'Union européenne se doit de prendre des décisions courageuses afin de se sortir de l'impasse et de la spirale des crises. Elle ne pourra regagner la confiance de ses citoyens que si les décideurs et les dirigeants des États membres mettent en œuvre des mesures concrètes et claires pour démontrer que l'Union est proche de ses citoyens. Il est désolant de constater, dans l'Europe de 2017, que des gens meurent de faim et que les pauvres deviennent encore plus pauvres. Nous devons tous nous mettre d'accord sur le fait que nous avons besoin d'une économie sociale de marché, en

prenant des mesures pour la redistribution des richesses, et en renforçant la dimension sociale de notre modèle économique.

À cette fin, le CESE a déjà formulé de longue date des propositions réalisables, portant par exemple sur la mutualisation de la dette des États membres de l'UE et l'établissement d'un revenu minimum garanti pour les citoyens. En outre, à la suite d'une demande de la Commission européenne en ce sens, le CESE aura l'occasion d'élaborer et de formuler des propositions sur l'avenir de l'Europe, sous la forme d'un avis qui sera voté dans quelques mois, suivant le modèle de consultation avec les partenaires sociaux de tous les États membres qu'il a utilisé avec succès pour ses avis sur le socle européen des droits sociaux et sur la réponse à apporter à la crise migratoire.



En conclusion, il est impératif que soient prises des décisions politiques en faveur d'une Europe unie, démocratique, solidaire, porteuse de paix et de prospérité, et proche de ses citoyens.

Georges Dassis
Président du CESE

Le CESE presse la Commission d'augmenter sensiblement le budget de la recherche et de l'innovation



Le 28 avril, lors d'une manifestation conjointe, le CESE et la Commission européenne, représentée par la DG RTD, ont dévoilé pour la première fois les résultats de la consultation des parties intéressées menée par la Commission dans la perspective de l'évaluation à mi-parcours du programme Horizon 2020.

Cette rencontre a également offert l'occasion de comparer ces résultats avec ceux du récent rapport d'information du CESE, élaboré par M. **Gonçalo Lobo Xavier**, vice-président du CESE, ainsi qu'avec ceux de l'avis du CESE, qui a eu pour rapporteur M. **Ulrich Samm** (groupe des employeurs – Allemagne).

«Nous nous félicitons de cette initiative de la Commission européenne», a déclaré M. Gonçalo Lobo Xavier, «car ce programme est de la plus haute importance pour notre avenir et celui des générations futures; c'est pourquoi le CESE a très fortement participé à la procédure en vue de l'évaluer».

La conférence est parvenue à la conclusion qu'Horizon 2020 est un programme d'innovation réussi, qui permet de conjuguer l'excellence, des infrastructures de recherche communes, une collaboration par-delà les frontières, ainsi que des synergies entre le monde universitaire, les industries, les PME et les organismes de recherche. Toutefois, il est absolument vital d'accroître le budget pour financer la recherche et l'innovation à l'échelon européen et d'élargir la participation tout en maintenant les normes d'excellence, comme en ont convenu 89 % des participants à la consultation.

En matière de financement, M. Ulrich Samm a fait valoir que «la plus grande difficulté constatée réside dans les fortes disparités qui prévalent en Europe. Nous observons en effet de grandes différences pour ce qui est des taux de participation à Horizon 2020 et constatons une corrélation très nette avec les financements nationaux. Ainsi, les États membres disposant de financements nationaux plus élevés ont mieux réussi que ceux dont les subventions nationales étaient plus réduites.» (mr)

La réglementation fiscale de l'UE n'est, en l'état actuel, pas préparée à l'économie numérique

Il est nécessaire d'adapter la réglementation fiscale européenne aux réalités pour offrir aux citoyens d'Europe un avenir plus prospère. Tel était le principal message du débat qu'a tenu le CESE le 5 mai sur la fiscalité de l'économie numérique.

«L'économie numérique n'est plus seulement un simple secteur de l'économie, mais elle est en passe de devenir l'économie elle-même», a déclaré M^{me} **Rita de la FERIA**, professeur de droit fiscal à l'université de Leeds et experte fiscaliste de renom, qui était la principale oratrice du débat. «La numérisation de l'économie et la mondialisation sont irréversibles. Soit nous continuons de plier les réalités à notre droit, à des mesures de rafistolage, soit nous essayons d'adapter nos règles et notre droit, notamment en matière de fraude, et nous offrons ainsi la prospérité à nos citoyens», a-t-elle ajouté.

M. **Joost van Iersel**, président de la section ECO du CESE, chargée notamment des questions liées à l'Union économique et monétaire, a invité les experts fiscalistes et les économistes présents à examiner la manière dont l'on peut imposer de façon adéquate les nouveaux modèles d'entreprise, de travail et de consommation dans le cadre de l'économie du partage. Il a rappelé

que le CESE attache une importance capitale aux propositions en vue d'imposer de manière adéquate l'économie numérique. Dans le cadre plus large de ses travaux sur une fiscalité équitable, le CESE élabore actuellement un avis sur la fiscalité de l'économie du partage.

«Les règles fiscales en vigueur risquent d'étouffer l'économie du partage alors que celle-ci affiche de bonnes performances en matière de hausse de productivité. Elles sont aussi tout particulièrement rigoureuses pour les petites entreprises», a constaté M. **Krister Andersson**, membre du CESE (groupe des employeurs – Suède). «Il est nécessaire que nous adaptions de manière adéquate notre réglementation fiscale afin de relever les défis qui se posent et de faire en sorte que nous tirions parti de toutes les possibilités qui peuvent se présenter», a-t-il ajouté.

«Nous avons besoin d'un système fiscal plus unifié en Europe. Notre économie n'est pas liée à notre territoire; nous devons donc l'aborder dans le cadre d'une seule approche européenne unifiée», a déclaré M. **Giuseppe Guerini**, membre du CESE (groupe des activités diverses – Italie) et rapporteur de son avis sur la fiscalité de l'économie du partage. (mm)



M^{me} Rita de la Feria lors du débat sur la fiscalité de l'économie numérique

Transition industrielle et énergétique – les conséquences de l'abandon du charbon doivent être atténuées

Le 7 avril dernier, la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) du CESE a organisé un débat de haut niveau sur «La transition industrielle et énergétique: conséquences industrielles, économiques et sociales», réunissant des experts en énergie venus de différents États membres producteurs de charbon, des représentants des entreprises et des syndicats du secteur ainsi que des membres du CESE.

Les discussions ont mis en évidence les défis que doivent relever les régions et les pays producteurs de charbon à chaque fermeture de mine. Par exemple, dans les endroits où le charbon est l'une des rares sources locales d'énergie et où elle est un important pourvoyeur



d'emplois, la transition énergétique peut avoir de graves répercussions.

Toutefois, les participants ont convenu qu'il était urgent de disposer d'un mécanisme structuré de sortie du charbon en Europe, afin de se mettre en conformité avec les objectifs convenus pour 2050 en matière de réduction des émissions de carbone, et afin de protéger l'environnement et la santé. M. **Pierre Jean Coulon**, président de la section spécialisée du CESE chargée des questions énergétiques (TEN), a insisté sur le fait que ce processus nécessite des stratégies intelligentes à long terme, axées sur l'équilibre entre les incidences économiques, environnementales et sociales. M. **Janusz Pietkiewicz**, membre du CESE (groupe des employeurs – Pologne),

a ajouté qu'il était également nécessaire de transformer les consommateurs en participants actifs (prosommateurs).

Les personnes présentes ont souligné que le passage aux énergies renouvelables pourrait constituer une partie de la solution. Des programmes d'investissement régional et la participation de la population locale, pour rallier le soutien du public, sont essentiels au succès de la transition.

M. **Dumitru Fornea** membre du CESE (groupe des travailleurs – Roumanie), a résumé la problématique en ces termes: «Nous n'avons pas les yeux rivés sur le rétroviseur. Le problème, ce n'est pas tant de sauver le charbon que de sauver notre économie et de créer des emplois pour la population. Et une tâche comme celle-ci requiert du temps, le soutien de tous les acteurs, et une communication avec les personnes concernées.» (sma)

La proposition de socle européen des droits sociaux suscite une première réaction critique de la part des organisations d'employeurs

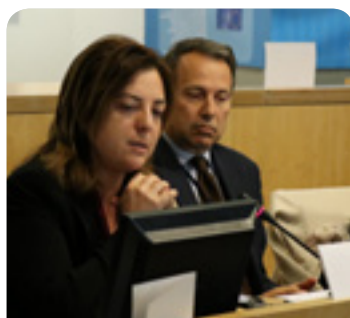
par le groupe des employeurs du CESE

La proposition de socle européen des droits sociaux a suscité une première réaction critique de la part des secrétaires généraux de l'UEAPME, d'Eurochambres et du CEEP. M^{me} **Véronique Willems**, M. **Arnaldo Abruzzini** et M^{me} **Valeria Ronzitti** ont participé à la réunion du groupe des employeurs pour débattre des priorités actuelles de leurs organisations.

«Les propositions portant sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée que nous avons examinées jusqu'à présent auront une incidence majeure sur les PME et généreront des coûts supplémentaires», a indiqué M^{me} **Véronique Willems**, secrétaire générale de l'UEAPME. Son organisation estime que l'accent devrait être mis en

premier lieu sur l'amélioration de la mise en œuvre et de l'application des règles existantes, plutôt que sur la création de nouveaux droits.

«Nous sommes très préoccupés par la direction que prend la politique européenne», a déclaré M. **Arnaldo Abruzzini**, secrétaire général d'Eurochambres, en évoquant le socle européen des droits sociaux. De son point de vue, la tendance au sein de l'Union européenne est d'exploiter au maximum la dimension sociale, les responsables politiques espérant ainsi mettre un terme au populisme. Il a souligné qu'aucune politique sociale ne saurait être durable sans croissance ni création d'emplois. Or, les emplois ne seront pas créés par la politique sociale, mais par des entrepreneurs, qui ont besoin d'un environnement sain pour les entreprises, qui soit propice à la croissance.



Valeria Ronzitti (CEEP) et Arnaldo Abruzzini (EUROCHAMBRES)

Selon M^{me} **Valeria Ronzitti**, secrétaire générale du CEEP, il convient maintenant d'analyser avec soin les propositions de la Commission en vue de parvenir à faire une évaluation complète et réaliste. De l'avis de M^{me} Ronzitti, les employeurs auront une excellente occasion de souligner l'importance de la croissance et de l'emploi pour l'ensemble du concept du socle européen des droits sociaux lors du prochain sommet social, qui aura lieu à Göteborg. (lj)

Les travailleurs veulent des changements concrets: une Europe sociale au service des individus

par le groupe des travailleurs du CESE

Le 26 avril 2017, la Commission européenne a publié son «paquet social», un ensemble de 17 documents différents, y compris des propositions relatives à un socle européen des droits sociaux. Il s'agit de la première réponse de la Commission Juncker aux demandes formulées par les syndicats.

Il est urgent de combler le déficit social en corrigeant le déséquilibre qui existe entre politique économique et politique sociale et en remédiant aux dégâts que plusieurs années d'austérité ont provoqués dans la société européenne. Les travailleurs aspirent à une Europe sociale qui soit à leur service, ainsi qu'à des droits concrets et exécutoires.



Le groupe des travailleurs analysera en détail les propositions de la Commission, une combinaison d'initiatives législatives et non législatives, afin d'évaluer de quelle manière elles répondent aux attentes de la société civile et aux objectifs définis dans l'avis du CESE sur le socle européen des droits sociaux.

Nous voudrions saisir cette occasion pour rappeler que les travailleurs d'Europe sont extrêmement fiers de l'acquis social

européen, dans la construction duquel nous avons joué un rôle majeur, ainsi que des droits sociaux exécutoires qui y sont liés.

Nous ne tolérerons aucune tentative visant à affaiblir cet acquis social et à le remplacer par de simples principes et indices de référence.

L'UE doit proposer un programme positif aux travailleurs, qui aborde notamment les défis du XXI^e siècle et ceux posés par le travail 4.0. Le groupe des travailleurs a appelé de ses vœux des mesures garantissant le progrès social, par exemple des conditions de travail équitables pour tous, une directive cadre sur un revenu minimum, une sécurité sociale pour tous, le respect des conventions collectives de travail et des droits syndicaux, ainsi qu'une approche commune de l'UE en matière de salaire minimum.

Si l'UE manque ce rendez-vous, nous devons en subir les conséquences: le renforcement du nationalisme, du protectionnisme et de la xénophobie qui pourrait, in fine, mener l'Union européenne à sa perte. (mg)

M. Luca Jahier à l'Académie des sciences de Slovaquie pour l'avenir de l'Europe

par le groupe des activités diverses du CESE

Le 18 avril 2017, l'Institut de recherche économique de l'Académie des sciences de Slovaquie, en collaboration avec le Club international de Slovaquie et le Club économique de Slovaquie, a organisé à Bratislava, capitale slovaque, une conférence internationale intitulée «60^e anniversaire du traité de Rome: l'avenir de l'Europe».

M. **Luca Jahier**, président du groupe des activités diverses du Comité économique et

social européen, a participé à la conférence et a présenté la société civile et son rôle dans l'avenir de l'Europe. Il s'est penché sur l'évolution récente de la situation en Europe, notamment les prochaines élections en France, le Brexit et le futur rôle de la société civile dans le nouveau contexte d'instabilité politique et économique et de tensions géopolitiques.

Au cours de cette réunion, les représentants du CESE ont également dressé l'état des lieux de l'économie européenne et évoqué les principaux défis à relever dans le cadre de son développement futur. Compte tenu des ramifications sans précédent de la crise financière mondiale et de la profonde



récession internationale (en particulier la crise de la dette et ses effets sur l'économie réelle et l'emploi), un ensemble complet de mesures visant à réformer l'économie dans l'UE et la zone euro a été présenté.

La conférence a permis de conclure que les États membres doivent travailler ensemble pour surmonter les problèmes et les dangers, tant internes qu'externes, auxquels l'Union européenne est confrontée. (cl)

EN BREF

«Lorsque l'on pratique la solidarité, on peut laisser une trace dans l'histoire», a déclaré George Dassis lors du forum sur le corps européen de solidarité

M. **Georges Dassis**, président du Comité économique et social européen (CESE), a participé le 12 avril à la séance de clôture du forum des parties prenantes sur le corps européen de solidarité aux côtés de M. **Jean-Claude Juncker**, président de la Commission européenne, et de M. **Antonio Tajani**, président du Parlement européen.

«Quand on pratique la solidarité, on parvient à des réussites parfois tellement grandes qu'elles peuvent laisser une trace dans l'histoire», a déclaré M. Dassis.

M. Dassis s'est félicité de l'initiative du corps européen de solidarité et a souligné que «le CESE a demandé que, dans le cadre du label européen, des mesures directement axées

sur la vie quotidienne des citoyens et ayant un caractère social soient prises. Ce combat ne sera pas gagné par des discours, mais plutôt par des actions qui doivent être portées à la connaissance de la population».

«Il n'y a pas d'action plus intelligente que celle d'aider quelqu'un d'autre», a déclaré M. Antonio Tajani, qui a fait état de la nécessité de faire preuve de solidarité après des catastrophes naturelles.

«Nous sommes toujours la région la plus riche du monde; c'est pourquoi nous devons apprendre à partager», a déclaré M. Jean-Claude Juncker.

Lancée en septembre 2016, l'initiative vise à donner aux jeunes âgés de 18 à 30 ans la possibilité de s'engager dans des projets destinés à aider les personnes en situation défavorisée. Le CESE soutient les jeunes citoyens en continuant à promouvoir le Prix de la société civile, mais aussi en organisant chaque année l'événement «Votre Europe, votre avis!». Le 18 mai, le CESE a en outre célébré le 30^e anniversaire du programme Erasmus+ en organisant une conférence à cette occasion. (ks)

Journée portes ouvertes – 6 mai 2017



Le Comité économique et social européen (CESE) – de concert avec les autres institutions européennes – a ouvert ses portes au public le samedi 6 mai dernier. Les membres et le personnel du Comité ont accueilli plus de 2 700 visiteurs désireux de mieux connaître le travail du CESE et les questions qu'il traite.

L'édition 2017 de la journée portes ouvertes avait pour thème le 60^e anniversaire de la signature du traité de Rome. Des visites guidées, des stands d'information, des activités interactives et des concerts figuraient au programme. Un espace réservé aux enfants était également proposé pour accueillir les plus jeunes visiteurs.

Cette occasion unique de découvrir en famille la diversité de l'Europe dans une ambiance festive et conviviale a remporté un franc succès. Pour de plus amples informations au sujet de cette journée, veuillez consulter notre page internet à l'adresse suivante: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-open-day-2017>. (nb)



CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Rédaction:

Karin Füssl (rédactrice en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Katerina Serifí (ks)
Laura Lui (ll)
Leszek Jarosz (lj)
Margarida Reis (mr)
Margarita Gavanás (mg)
Milen Minchev (mm)
Mireia Quingles (mq)
Nadia Boukhenfouf (nb)
Sílvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Katerina Serifí (ks)

Édition clôturée le 10 mai 2017

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. (+32 2) 546.94.76
Télécopieur (+32 2) 546.97.64
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info est publiée neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, anglais et français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considérée comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en juillet 2017.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.

Mai 2017 / 5



Office des publications